



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon



Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Université de Strasbourg

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

Université de Strasbourg

4 rue Blaise Pascal - CS 90032 - 67081 Strasbourg cedex

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

Deloitte & Associés
Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie Régionale de
Versailles et du Centre
Société par actions simplifiée d'expertise
comptable et de commissariat aux comptes
Siège social :
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense
Capital de 2 188 160 euros
572 026 041 RCS Nanterre



KPMG SA
51 rue de Saint Cyr
69009 Lyon



Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

Université de Strasbourg

Etablissement Public national à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

4 rue Blaise Pascal - CS 90032 - 67081 Strasbourg cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au Conseil d'Administration de l'Université de Strasbourg,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'Université de Strasbourg relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe "Comparabilité des comptes" de la note 2.7. "Méthodes et règles d'évaluation" de l'annexe, qui expose les régularisations comptables opérées dans les capitaux propres, conformément au référentiel comptable, portant sur la provision pour droits à congés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport de gestion sur les comptes consolidés.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de l'ordonnateur, de l'agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes consolidés

Il appartient à l'agent comptable, en relation avec l'ordonnateur, d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi qu'à l'ordonnateur et à l'agent comptable de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'agent comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par l'ordonnateur et l'agent comptable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'ordonnateur et l'agent comptable, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par l'agent comptable de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;



- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Lyon et Paris-La Défense, le 8 juillet 2024

KPMG SA

Deloitte & Associés

Philippe Gatta

Loïc Muller

Philippe GATTA
Associé

Eric GODEAU
Associé

Loïc MULLER
Associé



UNIVERSITE DE STRASBOURG

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2023**

| | | | | | | | | |
|-------------------|--|--|---------------|--|--|--|--|--|
| Université | | | | | | | | |
| | | | de Strasbourg | | | | | |

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. ETATS FINANCIERS | 4 |
| 1.1. BILAN CONSOLIDE | 4 |
| 1.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE | 5 |
| 1.3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE | 6 |
| 1.4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES | 7 |
| 2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION | 8 |
| 2.1. REFERENTIEL COMPTABLE | 8 |
| 2.2. MODALITES DE PRESENTATION | 8 |
| 2.3. MODALITES DE CONSOLIDATION | 9 |
| 2.3.1. ACTIVITES DU GROUPE | 9 |
| 2.3.2. FILIALES | 9 |
| 2.3.3. LISTE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES | 10 |
| 2.3.4. VARIATION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION | 10 |
| 2.3.5. VARIATION DU POURCENTAGE D'INTERET | 10 |
| 2.4. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS | 10 |
| 2.5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE | 10 |
| 2.6. COMPARABILITE DES EXERCICES | 10 |
| 2.6.1. DATES DE CLOTURE DES EXERCICES DES SOCIETES CONSOLIDEES | 10 |
| 2.7. METHODES ET REGLES D'EVALUATION | 11 |
| 3. DETAIL DES COMPTES DU BILAN | 17 |
| 3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 17 |
| 3.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 17 |
| 3.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 17 |
| 3.4. VENTILATION DES CREANCES PAR ECHEANCE | 18 |
| 3.5. TITRES MIS EN EQUIVALENCE | 18 |
| 3.6. STOCKS ET EN-COURS | 18 |
| 3.7. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 18 |
| 3.8. PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES | 19 |
| 3.9. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES | 19 |
| 3.10. VENTILATION DES DETTES PAR ECHEANCE | 19 |
| 4. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT | 20 |
| 4.1. CHIFFRE D'AFFAIRES | 20 |
| 4.2. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION | 20 |
| 4.3. ACHATS CONSOMMES | 20 |
| 4.4. CHARGES EXTERNES | 21 |
| 4.5. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION | 21 |
| 4.6. IMPOTS ET TAXES (HORS IS) | 21 |
| 4.7. CHARGES DE PERSONNEL | 21 |
| 4.8. VARIATIONS NETTES DES AMORTISSEMENTS ET DES DEPRECIATIONS | 22 |
| 4.9. CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS | 22 |
| 4.10. IMPOTS SUR LES BENEFICES | 22 |
| 4.11. PREUVE D'IMPOT | 23 |

| | |
|---|-----------|
| 4.12. QUOTES-PARTS DE RESULTAT DES SOCIETES MISE EN EQUIVALENCE | 23 |
| 4.13. RESULTAT HORS GROUPE | 23 |
| 5. ENGAGEMENTS HORS-BILAN | 24 |
| <hr/> | |
| 5.1. ENGAGEMENTS REÇUS | 24 |
| 5.2. ENGAGEMENTS DONNES | 24 |
| 6. AUTRES INFORMATIONS ANNEXES | 25 |
| <hr/> | |
| 6.1. EFFECTIF MOYEN | 25 |

1. ETATS FINANCIERS

1.1. Bilan consolidé

| | Clôture | | | Ouverture |
|--|------------------|-----------------|------------------|------------------|
| | Brut | Amort. Prov. | Net | Net |
| Ecarts d'acquisition | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 7 258 | -6 703 | 555 | 596 |
| Immobilisations corporelles | 1 236 748 | -509 067 | 727 681 | 726 027 |
| Immobilisations financières | 1 126 506 | | 1 126 506 | 1 126 504 |
| Titres mis en équivalence | 918 | | 918 | |
| Total Actif Immobilisé | 2 371 430 | -515 770 | 1 855 660 | 1 853 126 |
| Stocks et en-cours | 998 | -291 | 707 | 754 |
| Avance et acomptes versés sur commandes | 15 | | 15 | 4 |
| Clients et comptes rattachés | 38 047 | -683 | 37 364 | 28 689 |
| Autres créances et comptes de régularisation | 187 820 | -30 | 187 790 | 145 869 |
| Valeurs mobilières de placement | 14 592 | -405 | 14 187 | 14 018 |
| Disponibilités | 176 368 | | 176 368 | 201 364 |
| Total Actif | 2 789 271 | -517 179 | 2 272 091 | 2 243 824 |
| | | | Clôture | Ouverture |
| Financement de l'actif par l'Etat | | | 524 546 | 532 827 |
| Financement de l'actif autres que l'Etat | | | 128 819 | 125 295 |
| Dotation, compléments de dotations, dons et legs | | | | 25 |
| Réserves Groupe | | | 116 702 | 109 301 |
| Report à nouveau | | | -4 428 | -1 209 |
| Résultat de l'exercice | | | -656 | 4 333 |
| Total Capitaux Propres | | | 764 983 | 770 572 |
| Intérêts hors groupe | | | 8 637 | 8 650 |
| Autres fonds propres | | | | |
| Provisions | | | 16 476 | 19 937 |
| Emprunts et dettes financières | | | 1 212 009 | 1 215 717 |
| Avances et acomptes reçus | | | 153 018 | 125 673 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | | 22 351 | 14 946 |
| Dettes fiscales et sociales | | | 14 351 | 8 055 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | | | 80 267 | 80 274 |
| Total Passif | | | 2 272 091 | 2 243 824 |

1.2. Compte de résultat consolidé

| | Clôture | Ouverture |
|--|---------------|--------------|
| Chiffre d'affaires | 79 929 | 73 629 |
| Autres produits d'exploitation | 493 441 | 453 324 |
| Achats consommés | -61 | 84 |
| Charges de personnel | -414 540 | -395 047 |
| Charges externes | -91 690 | -67 820 |
| Autres charges d'exploitation | -49 393 | -38 559 |
| Impôts et taxes | -6 891 | -6 526 |
| Variations nettes des amort. et des dép. | -12 089 | -11 308 |
| Résultat d'exploitation | -1 296 | 7 775 |
| Charges et produits financiers | -840 | -2 057 |
| Résultat courant des sociétés intégrées | -2 136 | 5 718 |
| Impôt sur les bénéfices | | |
| Résultat net des entreprises intégrées | -2 136 | 5 718 |
| Quote-part de résultat des S.M.E. | 1 467 | -1 555 |
| Dotations nettes amort. Écarts acq. | | |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | -670 | 4 163 |
| Intérêts minoritaires | 14 | 170 |
| Résultat net (part du groupe) | -656 | 4 333 |

1.3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

| | Clôture | Ouverture |
|---|----------------|----------------|
| Résultat net total des sociétés consolidées | -669 | 4 163 |
| Elimination des amortissements et provisions | 11 083 | 12 214 |
| Elimination des plus ou moins values de cession | 2 369 | 27 |
| Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence | -1 467 | 1 555 |
| Autres produits et charges sans incidence trésorerie | | |
| Total marge brute d'autofinancement | 11 316 | 17 959 |
| Dividendes reçus des mises en équivalence | | |
| Variation des stocks liée à l'activité | 47 | -134 |
| Variation des créances liées à l'activité | -50 607 | -15 451 |
| Variation des dettes liées à l'activité | 36 109 | 19 491 |
| Flux net généré par (affecté à) l'activité | -3 135 | 21 865 |
| Acquisition d'immobilisations | -18 857 | -11 931 |
| Cession d'immobilisations | 220 | 27 |
| Variation nette des placements court terme | | |
| Flux net provenant des (affecté aux) investissements | -18 638 | -11 903 |
| Augmentations (réductions) de capital | | |
| Subventions d'investissements reçues | | |
| Emissions d'emprunts | 2 | 7 082 |
| Remboursements d'emprunts | -3 686 | -3 469 |
| Cession (acq.) nette actions propres | | |
| Variation nette des concours bancaires | | |
| Flux net provenant du (affecté au) financement | -3 684 | 3 613 |
| Variation de trésorerie | -25 457 | 13 575 |
| Trésorerie d'ouverture | 216 356 | 202 781 |
| Correction de la trésorerie d'ouverture | | |
| Trésorerie de clôture | 190 900 | 216 356 |

Le tableau des flux de trésorerie présente, pour l'exercice, les entrées et les sorties de disponibilités et de leurs équivalents, classées en activité d'exploitation, d'investissement et de financement.

L'université définit la trésorerie disponible comme l'ensemble des postes financiers du bilan réalisable (ou payable), dans un délai inférieur à un an soit :

- Les valeurs mobilières de placement et autres placements à court terme aisément convertibles en disponibilités ;
- Les disponibilités bancaires minorées des valeurs remises à l'encaissement en clôture, mais non encore échues ;
- Les soldes bancaires créditeurs ne faisant pas l'objet d'une confirmation à plus d'un an par un établissement financier, ainsi que les intérêts courus et non échus qui s'y rattachent.

La ligne « Incidence des variations de périmètre » correspond aux entrées ou sorties de périmètre, mais également aux variations de pourcentage de détention du groupe dans les filiales au cours de l'exercice. En cas d'acquisition, cette ligne comprend le coût d'acquisition des titres diminués de la trésorerie apportée. Les autres flux ne tiennent compte que des mouvements depuis la date d'acquisition de la société.

Les flux monétaires intragroupes sont éliminés, de sorte que le tableau des flux de trésorerie ne fait apparaître que les encaissements ou des décaissements du groupe vis-à-vis de tiers.

1.4. Tableau de variation des capitaux propres

| Capitaux propres (Groupes / Minoritaires) (K€) | Dotations, compléments de dotations, dons et legs | Financement de l'actif par l'Etat | Financement de l'actif autres que l'Etat | Réserves Groupe | Report à nouveau | Résultat de l'exercice | Autres variations | Total des capitaux propres Groupes (K€) | Minoritaires (K€) |
|--|--|---|--|--------------------|---------------------|---------------------------|----------------------|---|----------------------|
| Situation à la clôture 31/12/2021 | 25 | 532 001 | 125 492 | 94 702 | -690 | 14 520 | | 766 051 | 7 870 |
| Correction d'erreur - Ecritures post-clôture | | | | | -441 | | | -441 | |
| Situation à l'ouverture au 01/01/2022 après correction d'erreur et changement de méthodes | 25 | 532 001 | 125 492 | 94 702 | -1 131 | 14 520 | | 765 610 | 7 870 |
| Affectation du résultat | | | | 14 595 | -75 | -14 520 | | | |
| RAN apurement | | | | 4 | -4 | | | | |
| Résultat de la période | | | | | | 4 333 | | 4 333 | -170 |
| Financements reçus UDS - subventions titrées | | 27 546 | 7 037 | | | | | 34 583 | |
| Financements reçus UDS - subventions CARGO & PEGE Dons | | | | | | | | | |
| Financements reçus UDS - sortie de subventions liées | | -40 | | | | | | -40 | |
| Financements reçus UDS - reprise de subventions | | -26 679 | | | | | | -26 679 | |
| Reprise des subventions d'investissements UDS | | | -7 234 | | | | | -7 234 | |
| Augmentation des fonds propres sans droit de reprise - FUDS | | | | | | | | | 950 |
| Situation à la clôture 31/12/2022 | 25 | 532 827 | 125 295 | 109 301 | -1 209 | 4 333 | | 770 572 | 8 650 |
| Correction d'erreur - Ecritures post-clôture | -25 | -332 | -1 778 | -441 | -1 607 | | | -4 182 | |
| Situation à l'ouverture au 01/01/2022 après correction d'erreur et changement de méthodes | | 532 495 | 123 517 | 108 860 | -2 816 | 4 333 | | 766 389 | 8 650 |
| Affectation du résultat | | | | 5 945 | -1 612 | -4 333 | | | |
| RAN apurement | | | | | | | | | |
| Résultat de la période | | | | | | -656 | | -656 | -14 |
| Financements reçus UDS - subventions titrées | | 18 740 | 8 687 | | | | | 27 427 | |
| Financements reçus UDS - subventions Hall Génie Civil IUT Illkirch | | 2 413 | 5 012 | | | | | 7 425 | |
| Recapitalisation SATT | | | | 1 898 | | | | 1 898 | |
| Financements reçus UDS - sortie de subventions liées | | -1 214 | | | | | | -1 214 | |
| Financements reçus UDS - reprise de subventions | | -27 889 | -8 398 | | | | | -36 287 | |
| Reprise des subventions d'investissements UDS | | | | | | | | | |
| Augmentation des fonds propres sans droit de reprise - FUDS | | | | | | | | | |
| Situation à la clôture 31/12/2023 | | 524 546 | 128 819 | 116 702 | -4 428 | -656 | | 764 983 | 8 637 |

2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION

2.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe Université de Strasbourg, Établissement Public à caractère Scientifique Culturel et Professionnel (EPSCP), sont établis :

- Selon les principes comptables repris dans l'instruction ministérielle M93 du 29 avril 2002.
- En conformité avec l'instruction codificatrice n°08-017-M9 du 3 avril 2008.
- Le nouveau référentiel comptable applicable à compter de 2017 en mode GBCP avec la nouvelle nomenclature applicable M9 du 20 janvier 2017.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;
- Application des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels ;
- Évaluation des éléments inscrits en comptabilité selon la méthode des coûts historiques.

Le décret N° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques (APU) majoritairement financés par des fonds publics. Il a pour but d'améliorer le pilotage des organismes et des finances publiques et de faciliter l'évaluation de la mise en œuvre des politiques publiques. Ce décret décline un cadre budgétaire proche de celui fixé par la LOLF avec, en complément de la comptabilité en droits constatés, une comptabilité budgétaire fondée sur des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des emplois limitatifs. Le calendrier d'entrée en vigueur des dispositions de la GBCP est applicable progressivement aux organismes publics à compter de 2013 et a été finalisé en 2016.

Le décret fixe notamment la date limite d'adoption du compte financier par le Conseil d'administration au dernier jour du mois de février. Cette disposition raccourcit de deux mois le délai de clôture. Il est précisé que le décret N°2017-61 du 23 janvier 2017 a reporté au 15 mars N+1 cette date limite.

Les comptes sociaux sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés. Soit en application de l'instruction codificatrice n°08-017-M9 du 3 avril 2008, à l'exception des deux dérogations suivantes à ce référentiel, en conservant les règles issues du RNCEP précité, qui permettent de donner une image homogène des comptes consolidés pour le lecteur des comptes annuels de l'université :

- Résultat exceptionnel : Plus aucune opération n'est comptabilisée en résultat exceptionnel. Une comptabilisation en produits et charges d'exploitation est réalisée selon la nature de la dépense ou de la recette ;
- Corrections d'erreurs : Les corrections d'erreurs sont comptabilisées conformément à la Section 4 « Corrections d'erreurs » de la norme 14 du RNCEP précité, à savoir qu'une correction d'erreur d'un exercice antérieur ne doit pas impacter le résultat de l'exercice au cours duquel l'erreur a été découverte et doit être imputée en report à nouveau.

Les comptes consolidés respectent les principes comptables définis ci-dessous.

2.2. Modalités de présentation

Les montants présentés dans les comptes consolidés et annexes aux comptes consolidés sont, sauf mention contraire, exprimés en milliers d'euros et arrondis au millier le plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

Par ailleurs, les ratios et écarts sont calculés à partir des montants sous-jacents et non à partir des montants arrondis.

2.3. Modalités de consolidation

L'intégration globale est pratiquée pour toutes les filiales dont le Groupe détient directement et indirectement le contrôle exclusif.

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le Groupe.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits "intérêts minoritaires" ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises à compter de leur date d'acquisition.

2.3.1. Activités du groupe

Les activités du groupe Université de Strasbourg sont les suivantes :

- Enseignement ;
- Recherche fondamentale ;
- Recherche appliquée ;
- Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles ;
- Mécénat ;
- Analyses, essais et inspections techniques.

2.3.2. Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages des activités de celle-ci. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Après identification des opérations intragroupes, l'ensemble des créances et dettes ainsi que des charges et des produits relatifs à ces opérations ont été éliminés des comptes consolidés.

Intégration globale

Les sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les états financiers des filiales significatives sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Intégration proportionnelle

Les sociétés contrôlées de manière conjointe, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Les états financiers de ces filiales sont intégrés dans les comptes de l'entreprise consolidante en fonction de la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels. Aucun intérêt minoritaire n'est donc constaté.

Mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le Groupe UNIVERSITE DE STRASBOURG exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif sont mises en équivalence (les modalités de mise en œuvre de cette méthode sont détaillées en 2.7 Méthodes et règles d'évaluation). L'influence notable est présumée lorsque le Groupe contrôle au moins 20 % du capital de la Société.

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est précisée en note ci-dessous.

2.3.3. Liste des entreprises consolidées

| Société | Pourcentage N | | Pourcentage N-1 | | Type de contrôle | Méthode de consolidation |
|---------------------------------|---------------|---------|-----------------|---------|---------------------------|-----------------------------|
| | contrôle | intérêt | contrôle | intérêt | | |
| UNIVERSITE DE STRASBOURG | | | | | Université - consolidante | |
| FONDATION UNIVERSITE STRASBOURG | 100,00% | 0,00% | 100,00% | 0,00% | Contrôle exclusif | Intégration globale |
| GIE CERBM | 33,33% | 33,33% | 33,33% | 33,33% | Contrôle conjoint | Intégration proportionnelle |
| SATT STRASBOURG | 26,00% | 26,00% | 26,00% | 26,00% | Influence notable | Mise en équivalence |

2.3.4. Variation du périmètre de consolidation

Au cours de l'exercice clôturant en date du 31 décembre 2023, il n'y a eu aucun mouvement de périmètre.

2.3.5. Variation du pourcentage d'intérêt

Le pourcentage d'intérêts correspond à la fraction du patrimoine détenue directement ou indirectement par la société mère dans chaque société du groupe.

Ce pourcentage d'intérêts permet de calculer la fraction représentative des intérêts du groupe dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée.

Au cours de l'exercice clôturant en date du 31 décembre 2023, il n'y a eu aucune modification du pourcentage d'intérêt.

2.4. Evénements significatifs

En ce qui concerne l'Université, cet exercice a été marqué par deux éléments :

- Les comptes ont été clôturés dans un contexte évolutif de crise énergétique.
- Un accompagnement plus important qu'attendu de la tutelle.

2.5. Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

2.6. Comparabilité des exercices

L'exercice clos le 31 décembre 2023 est d'une durée de 12 mois, comme pour le comparatif produit.

2.6.1. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

| Entité | Décembre 2023 | | Décembre 2022 | |
|---------------------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| | Date clôture | Durée exercice | Date clôture | Durée exercice |
| FONDATION UNIVERSITE STRASBOURG | 31-déc. | 12 | 31-déc. | 12 |
| GIE CERBM | 31-déc. | 12 | 31-déc. | 12 |
| SATT STRASBOURG | 31-déc. | 12 | 31-déc. | 12 |
| UNIVERSITE STRASBOURG | 31-déc. | 12 | 31-déc. | 12 |

2.7. Méthodes et règles d'évaluation

Changements de méthodes comptables

Néant

Comparabilité des comptes

Le report à nouveau a enregistré une correction d'erreur pour un montant de 4,2 M€ liée à la mise en place d'OHRIS. Il est désormais possible d'extraire pour tout le personnel un solde de congés 2023/24 à fin décembre, auquel est appliqué un coût moyen journalier par catégorie. L'estimation étant désormais fiable, elle a donné lieu à une correction d'erreur de 4,2 M€. A la suite des recommandations des commissaires aux comptes, la provision est reclassée en charge à payer sur le poste Dettes Personnel et Organismes sociaux.

Immobilisations incorporelles

Cette rubrique se compose principalement des brevets, licences et logiciels qui sont inscrits en comptabilité à leur coût d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations appartenant à l'université sont évaluées à leur coût d'acquisition déterminé par l'addition des éléments suivants :

- Prix d'achat ;
- Frais accessoires :
- Charges directement liées à l'acquisition et à la mise en état d'utilisation du bien ;
- Charges indirectes, dans la mesure où elles peuvent être rattachées à cette acquisition.

A compter de 2011, le groupe applique la comptabilisation des immobilisations par composant.

Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours correspondent à des travaux et à des installations scientifiques, dont une part significative doit faire l'objet d'une affectation définitive dans les comptes d'immobilisation.

Amortissements

- Méthode d'amortissement

A compter de l'exercice 2011 et selon la décision du conseil d'administration du 15 décembre 2011, l'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, au « prorata temporis » à compter de la date d'acquisition ou de la mise en service de l'immobilisation.

Le rattrapage des amortissements pour les biens acquis avant le 1er janvier 2009 se fait de façon prospective c'est-à-dire au prorata des années restant à amortir.

- Plan d'amortissement

Selon l'instruction n° 06-007-M9 du 23 janvier 2006, le plan d'amortissement est la traduction de la répartition de la valeur amortissable d'un actif selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus en fonction de son utilisation probable (art. 322-1-3).

L'amortissement est déterminé par le plan d'amortissement propre à chaque actif amortissable tel qu'il est arrêté par la directive de l'EPSCP (art. 322-4/3). La durée et le mode d'amortissement se réfèrent donc aux caractéristiques propres à l'établissement. Le mode d'amortissement doit traduire au mieux le rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif par l'EPSCP (art. 322-4/5). A partir du 1er janvier 2009, il est appliqué pour toutes les acquisitions d'actifs immobilisés de même nature ayant des conditions d'utilisation identiques et des durées homogènes. Les durées d'amortissement mises en œuvre sont conformes à la délibération votée au conseil d'administration le 15 décembre 2016. Les durées d'amortissements spécifiques aux composants avaient été votées le 15 décembre 2011. Un amortissement « dérogatoire » de 3 ans pour le matériel et matériel informatique des contrats recherche a été voté le 24 septembre 2019.

| <i>Compte</i> | <i>Libellé</i> | <i>Durée d'amortissement</i> |
|---------------|---|------------------------------|
| 20 120 000 | Frais d'établissement | 5 ans |
| 20 300 000 | Frais R&D | 5 ans |
| 20 531 000 | Logiciels, autres concessions et droits acquis ou sous-traités | 3 ans |
| 20 532 000 | Logiciels créés | 3 ans |
| 20 580 000 | Autres concessions et droits acquis ou sous-traités | 3 ans |
| 20 600 000 | Droit au bail | 35 ans |
| 20 800 000 | Autres immobilisations incorporelles | 5 ans |
| 2115xxxx | Terrains bâtis | - |
| 2122xxxx | Agencements des terrains bâtis | 25 ans |
| 2135xxxx | Agencements et aménagements de constructions | 20 ans |
| 214xxxxx | Construction sur sol d'autrui | 20 ans |
| 2151xxxx | Installations techniques complexes | 10 ans |
| 2153xxxx | Installations à caractère spécifique | 3 ans |
| 21 546 000 | Matériels scientifiques | 10 ans |
| 21 547 000 | Matériels scientifiques | 10 ans |
| 21 548 000 | Autres matériels scientifiques | 3 ans |
| 2155xxxx | Outillages | 10 ans |
| 2156xxxx | Matériel d'enseignement | 8 ans |
| 2157xxxx | Agencements & aménagements du matériel & outillage affecté ou remis en dotation | - |
| 216xxxxx | Collections | 10 ans |
| 2181xxxx | Installations générales, agencements, aménagements divers | 10 ans |
| 2182xxxx | Matériel de transport | 5 ans |
| 21 831 000 | Matériel de bureau | 3 ans |
| 21 832 600 | Matériels informatiques | 5 ans |
| 21 832 700 | Matériels informatiques | 5 ans |
| 21 832 800 | Autres matériels informatiques | 3 ans |
| 21 840 000 | Mobiliers | 10 ans |
| 21 860 000 | Emballages récupérables | 5 ans |
| 2188xxxx | Matériels divers | 10 ans |
| 25xxxxxx | Biens vivants, animaux de service | 10 ans |

- Régime des amortissements des biens immobiliers de l'université de Strasbourg
 - Composants neufs acquis :

La réglementation prévoit que la comptabilisation des biens immobiliers se fasse par composant. Ce terme désigne un ensemble cohérent de travaux dont la durée d'amortissement est identique. Un travail en liaison avec les services techniques des universités a permis de déterminer le découpage des bâtiments et les durées d'amortissements :

| <i>Composants</i> | <i>Part des Composants (%)</i> | <i>Durée de vie</i> |
|--|--------------------------------|---------------------|
| Gros oeuvre | 25 | 50 |
| Voiries, réseaux divers | 3 | 25 |
| Toiture et étanchéité | 5 | 15 |
| Peau extérieure (crépis, bardage, isolation...) | 10 | 20 |
| Menuiseries extérieures | 15 | 25 |
| Lots techniques : électricité, sanitaire, chauffage, climatisation | 25 | 20 |
| Second oeuvre et premiers équipements | 17 | 15 |

- Composants des biens immobiliers mis à disposition par l'Etat :

Jusqu'en 2012 la dotation annuelle aux amortissements pour les biens évalués par France Domaine a été effectuée pour chaque composant sur la base des durées pour des biens neufs et conformément aux durées théoriques.

Il n'a pas été tenu compte de l'état d'usure des composants et l'amortissement annuel n'a pas été appliqué sur des durées d'amortissement correspondantes à la durée de vie résiduelle des biens immobiliers.

L'université a procédé en 2013 à la détermination des durées résiduelles d'utilisation.

Pour fixer la valeur résiduelle des composants de chaque bâtiment évalué, l'université de Strasbourg a choisi de s'appuyer sur les diagnostics des estimations de France Domaine. Chaque composant de chaque bâtiment a été corrélé d'un taux d'usure en fonction de l'appréciation portée par France Domaine. Cette méthodologie a été vérifiée par la direction du patrimoine immobilier qui en fonction soit d'une étude complémentaire (Plan Campus) soit des travaux futurs déjà programmés à confirmer ou modifié la durée du composant concerné.

Ce travail a permis de dégager une durée moyenne par composant, et d'amortir les composants conformément à la durée de vie prévisible du composant et non plus sur une durée théorique.

| <i>Composants</i> | <i>Durées théoriques</i> | <i>Durées résiduelles moyennes</i> |
|--------------------------|--------------------------|------------------------------------|
| Gros oeuvre | 50 | 36 |
| Voiries | 25 | 18 |
| Toitures, terrasses | 15 | 11 |
| Peau extérieure | 20 | 14 |
| Menuiserie | 25 | 19 |
| Installations techniques | 20 | 15 |
| Second oeuvre | 15 | 11 |

- Sortie des composants

L'université procède depuis 2014 à la mise en service de projets par composants. Cette intégration se fait au coût réel, en fonction des lots de marchés.

Lors des rénovations partielles ou totales, les composants anciens sont sortis. Pour les sorties de composants lors des rénovations partielles d'immobilisations, la méthode consiste à définir une unité d'œuvre pour chacun des composants d'un même bâtiment.

- Financement externe des actifs

L'instruction du 18 décembre 2012 a mis en place de nouvelles modalités de présentation et d'évaluation des financements externes de l'actif des EPN.

La nouvelle réglementation du financement externe apporte des modifications suivantes :

- Fin de la distinction entre biens dont la charge de renouvellement incombe à l'établissement et ceux dont la charge n'incombe pas à l'établissement.
- Quelle que soit la nature du financement, celui-ci évolue symétriquement à l'actif qu'il finance, c'est-à-dire au même rythme que les amortissements.
- Les écritures de neutralisation des amortissements (compte 776) et de quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat (compte 777) sont remplacées par un seul mécanisme de reprise au résultat des financements externes de l'actif au compte 7813 et au compte 7873 pour les reprises exceptionnelles.
- Les nouveaux comptes de capitaux propres retraçant les financements de l'actif distinguent :
 - Les financements de l'Etat (comptes 10) ;
 - Et les autres financeurs (comptes 13).

L'amortissement que l'université applique aux immeubles reçus en affectation correspond depuis 2013 à une durée de vie résiduelle du composant.

Le fait générateur de comptabilisation suit les principes comptables.

Les reprises de financement externes et de subventions d'investissement viennent en minoration de la dotation aux amortissements dans les comptes consolidés.

Créances

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

A l'exception des créances sur l'État et les collectivités, une dépréciation est comptabilisée lors de la constatation du risque sur la créance matérialisée comptablement par le passage au compte 416 des titres relevant du contentieux. Ces dépréciations sont effectuées par titre individuel.

Les reprises sont effectuées après avoir constaté le règlement et donc le solde de la créance (paiement direct, admission en non-valeur ou remise gracieuse).

Placements de trésorerie

Les disponibilités de l'établissement sont placées sur le seul compte à vue de la DRFIP.

Un compte a été ouvert auprès du Crédit Mutuel retraçant les mouvements des droits d'inscriptions en présentiel payés par carte bancaire et bénéficiant d'un échelonnement de trois mois. Le solde du compte est versé sur le compte DFT de la DRFIP.

Par ailleurs un compte DFT a été ouvert auprès de la DRFIP de l'Île de France sur lequel figure la dotation non-consomptible allouée au titre de l'opération campus.

Droits d'inscriptions universitaires

En 2019, en application d'une note de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) en date du 3 juillet 2019, il a été mis fin à l'exercisation des Droits d'inscriptions. Le « produit constaté d'avance » relatif aux droits d'inscriptions de l'année universitaire 2018-2019 a donc été repris sur le Report à nouveau (compte 110) afin de neutraliser l'impact de ce changement de méthode comptable sur le résultat de l'exercice pour un montant de 5.3 M€. Cette opération a pour conséquence d'abonder le Fonds de Roulement Net Global de ce montant. Les droits d'inscription sont dorénavant considérés comme des redevances et titrés pour le montant total sur l'exercice d'inscription- arrêt de l'exercisation et donc du prorata pour les DI nationaux imputés au 70651.

Les DU (imputées au 70652), d'un montant plus significatif que les DI et ne correspondant pas exclusivement à un droit d'entrée continuent d'être « exercisés », quel que soit leur montant.

Ce changement de comptabilisation impacte la comptabilisation de la CVEC. Les DI n'étant plus proratisés, il a été décidé de ne plus proratiser la CVEC (méthode préconisée par les tutelles) et de comptabiliser ce produit sur la base des encaissements reçus. Le PAR constaté en 2018 a été repris sur le Report à nouveau (compte 119).

À la suite de la décision du CA du 17 décembre 2019 les étudiants étrangers ont été exonérés des droits d'inscription supplémentaires.

Subventions reçues et opérations pluriannuelles

Une nouvelle instruction applicable au 1er janvier 2014 concernant les modalités de comptabilisation des subventions reçues au sein des établissements publics nationaux et des groupements d'intérêt public nationaux (DGFIP BOFIP-GCP n° 13-0022 du 05/12/2013) a été mise en place à l'Unistra au 31 décembre 2014. Cette instruction est d'application prospective.

Le principe de celle-ci est qu'une subvention est acquise et comptabilisée dès lors que l'ensemble des conditions nécessaires à la constatation du droit de l'organisme public bénéficiaire est satisfait. Le droit est comptabilisé lorsqu'il est acquis et que son montant peut être évalué de manière fiable.

Elle s'applique aux subventions reçues de l'Etat ou d'autres tiers (subventions d'investissement, financements externes de l'actif, subventions de fonctionnement annuelles ou pluriannuelles).

Deux cas :

- Subvention accordée sans conditions.
- Subvention subordonnée à la réalisation de conditions.

L'UNISTRA a également mis en place les modalités de l'instruction DCFIP BOFIP-GBCP n° 13-0023 du 6 décembre 2013 applicable au 1er janvier ;

Les dispositions de cette instruction s'appliquent d'une part aux opérations pluriannuelles sans contrepartie et d'autre part à celles avec contrepartie directe (assimilables à des contrats à long terme ou non assimilables à des contrats à long terme).

Rappel : la comptabilisation des opérations selon la technique des ressources affectées est abandonnée pour les nouveaux contrats conclus à compter du 1er janvier 2014.

L'université a procédé à :

- La comptabilisation d'avances sur subventions en avances et encours sur commandes (cpte 4419)
- Un recensement des droits acquis au titre de l'exercice et n'ayant pu faire l'objet d'un titre au compte 441. Ce recensement est effectué de manière à rattacher des produits à recevoir (cpte 4487) aux dépenses de fonctionnement et d'investissement correspondantes à la clôture de l'exercice.

Stocks

Valorisation du stock de livres : La méthode de comptabilisation retenue est la méthode du coût de revient. Ce coût de revient est déterminé en intégrant :

- Le coût d'achat réel (frais d'impression, mise en page, traduction, cession de droit)
- Si mise en page réalisée en interne un forfait de 6€ /page est appliqué (4 € pour la mise en page, 3,5 € pour le suivi)
- Déduction faite de l'aide à la publication

Deux types de provisions pour dépréciations peuvent être enregistrés sur ces stocks :

- Une provision pour vente à perte dès lors que les prix unitaires de vente nets des commissions distributeurs (PV) seront inférieurs au coût de revient (VB), il convient de passer la provision suivante :

Nombre d'articles en stocks * (VB unitaire- PV unitaire)

- Une provision pour mévente : conformément au Guide comptable professionnel de l'édition reprenant une lettre de la secrétaire d'état Florence Parly du 19 décembre 2000 qui modifie le régime particulier d'évaluation des stocks dans l'industrie du livre, nous avons retenu la méthode suivante :

« Lorsqu'au cours d'un exercice, les ventes d'un ouvrage n'auront pas dépassé un certain niveau par rapport au stock existant à l'ouverture du même exercice, la provision sera déterminée en fonction d'un pourcentage d'exemplaires restant invendus à la clôture de cet exercice, selon les modalités définies dans le tableau ci-dessous.

| <i>Niveau des ventes de l'exercice, en pourcentage du stock initial</i> | <i>Niveau de provision, en pourcentage de la quantité de l'ouvrage restant invendue à la clôture de l'exercice</i> |
|---|--|
| Inférieur à 5 % | 100% |
| Compris entre 5 % et 10 % | 80% |
| Compris entre 10 % et 20 % | 70% |
| Compris entre 20 % et 30 % | 50% |

Valorisation du stock de primates

Le stock est valorisé au prix d'achat pour les stocks achetés ou selon une méthode de valorisation basée sur l'âge des primates pour ceux nés sur site.

Engagement des indemnités de départ à la retraite

Le Groupe Université de Strasbourg, du fait de la non-significativité des engagements de retraite qu'il encoure, et conformément à la possibilité offerte par l'instruction codificatrice n°08-017-M9 du 3 avril 2008, ne constate pas dans ses comptes consolidés de provision pour indemnité de départ à la retraite.

Titres des sociétés mises en équivalence

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus dans une entité associée ou contrôlée conjointement le coût d'acquisition de ces titres ajusté de la quote-part du Groupe dans les valorisations de l'actif net de l'entité depuis son acquisition.

Lors de l'acquisition de titres des sociétés comptabilisées par mise en équivalence, le prix d'acquisition des titres est affecté aux actifs et passifs acquis évalués à leur juste valeur.

Le résultat des sociétés mises en équivalence comprend principalement les éléments suivants :

- Quote-part de résultat du Groupe dans ces sociétés sur la base d'estimés ;
- Résultat de cession des titres de ces sociétés ;
- Écart de réévaluation lors d'une perte d'influence sans cession de titres ;
- Dépréciation de titres de ces sociétés.

Une société mise en équivalence dont la société mère n'est pas détenue à 100 % par le Groupe contribue aux intérêts minoritaires.

Autres informations

1- Mise en œuvre de la Gestion Budgétaire Comptable Publique

Le décret 2012-1246 relatif à la gestion budgétaire & comptable, dite GBCP, est applicable pour les établissements publics au 1^{er} janvier 2016 et a été mis en œuvre au 1^{er} janvier 2017.

La GBCP instaure une comptabilité budgétaire différente de la comptabilité générale.

- La comptabilité générale n'est pas modifiée, elle fournit une image fidèle du résultat et de la situation financière et patrimoniale d'un organisme en application du principe de constatation des droits et obligations de l'exercice.
- La comptabilité budgétaire retrace l'exécution des autorisations d'engagement, la consommation des crédits de paiement et la réalisation des recettes.

2- Les investissements d'avenir (Labex et Idex) et Campus

La pertinence et la qualité des projets et du travail mené par l'Unistra, ont été confirmés par l'attribution définitive des initiatives d'excellence par décision du Premier Ministre le 27 juin 2016. Une nouvelle contribution financière sous forme d'une dotation non consommable (DNC) de 750 M€ qui est rémunérée au taux (garanti durant 10 ans) de 3,413%, assure un financement de 25,6 M€/an (suivant la convention de dévolution Idex/Unistra signée en date du 23 décembre 2016 entre l'Etat l'ANR et l'Université de Strasbourg.).

- La DNC de 750 M€ est comptabilisée à l'actif au compte 2751 « Immobilisations financières »; en contrepartie, le passif est mouvementé au compte 1674 dettes financières.
- Les intérêts des deux DNC Idex et Campus sont versés par trimestre et comptabilisés en mars, juin et septembre pour leur montant d'encaissement et en décembre en intérêts courus non perçus (le versement n'intervenant qu'en janvier) pour respectivement 25,6 M€ et 15,1 M€.

3- Faits caractéristiques d'importance significative relatifs à la Fondation Université de Strasbourg

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- En 2022, la Fondation avait dû comptabiliser une dépréciation des valeurs mobilières de placement de 960 K€. En effet, plusieurs investissements de type fonds de capitalisation, sur des sous-jacents immobiliers mais également quelques placements sur d'autres supports affichaient des pertes sensibles. En 2023, ces résultats ont continué à se détériorer. De ce fait, la Fondation a pris la décision suivante :
 - Elle a mis en place une politique d'arbitrage de ses placements financiers en 2023 et a ainsi procédé à plusieurs ventes pour réinvestir ses fonds sur des supports sans risque en capital et avec un taux de rendement garanti (livret associatif, comptes à terme monétaire et fonds obligataires en €).
 - Les contrats conclus avec la Fondation Centre International de Recherche aux Frontières de la Chimie de mise à disposition de Jean Gagneux ainsi que de celui de prestations réciproques ont également pris fin en fin d'année 2023.

3. DETAIL DES COMPTES DU BILAN

3.1. Immobilisations incorporelles

| | Ouverture | Acquisitions | Cessions | Dotations de l'exercice | Clôture |
|--|---------------|--------------|------------|-------------------------|---------------|
| Concessions, brevets & droits similaires | 395 | | -40 | | 355 |
| Logiciels | 6 140 | 381 | | | 6 521 |
| Droit au bail | 72 | | | | 72 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | |
| Avances et acomptes s/immo. incorp. | 47 | | | | 47 |
| Autres immobilisations incorporelles | 263 | | | | 263 |
| Immobilisations incorporelles | 6 916 | 381 | -40 | | 7 258 |
| Amt/Dép. conc, brevets & dts similaires | -328 | | 40 | -34 | -323 |
| Amt/Dép. logiciels | -5 670 | | | -383 | -6 053 |
| Amt/Dép. droit au bail | -72 | | | | -72 |
| Amt/Dép. autres immos incorp. | -251 | | | -4 | -255 |
| Amt/dép. immo. incorporelles | -6 321 | | 40 | -422 | -6 703 |
| Total Valeur Nette | 596 | 381 | | -422 | 555 |

3.2. Immobilisations corporelles

| | Ouverture | Acquisitions | Cessions | Dotations de l'exercice | Reclassement | Clôture |
|---|------------------|---------------|---------------|-------------------------|--------------|------------------|
| Terrains | 180 667 | | | | | 180 667 |
| Agencements sur terrains | 12 773 | | | | | 12 773 |
| Constructions | 737 867 | 9 199 | -4 052 | | 41 601 | 784 615 |
| Installations tech, matériel & outillage | 99 693 | 5 411 | -1 308 | | 98 | 103 894 |
| Autres immobilisations corporelles | 99 348 | 7 265 | -133 | | 16 | 106 496 |
| Immobilisations corporelles en cours | 55 726 | 29 925 | | | -41 715 | 43 936 |
| Avances et acomptes s/immo. corp. | 5 478 | 1 458 | -2 569 | | | 4 367 |
| Immobilisations corporelles | 1 191 551 | 53 258 | -8 060 | | | 1 236 748 |
| Amt/Dép. Agencements sur terrains | -8 448 | | | -1 071 | | -9 519 |
| Amt/Dép. constructions | -302 705 | | 4 052 | -34 984 | | -333 637 |
| Amt/Dép. install tech, matériel & outil. | -78 186 | | 1 308 | -5 406 | | -82 285 |
| Amt/Dép. autres immobilisations corp. | -76 185 | | 132 | -7 574 | | -83 626 |
| Amt/dép. immobilisations corporelles | -465 524 | | 5 492 | -49 035 | | -509 067 |
| Total Valeur Nette | 726 027 | 53 258 | -2 569 | -49 035 | | 727 681 |

3.3. Immobilisations financières

| | Ouverture | Acquisitions | Cessions | Clôture |
|---|------------------|--------------|------------|------------------|
| Titres immobilisés | 1 023 | | | 1 023 |
| Prêts, cautionnements et autres créances - non courants | 1 125 481 | 22 | -20 | 1 125 483 |
| Immobilisations financières | 1 126 504 | 22 | -20 | 1 126 506 |
| Total Valeur Nette | 1 126 504 | 22 | -20 | 1 126 506 |

3.4. Ventilation des créances par échéance

| | Clôture | Moins de 1 an | Plus de 1 an |
|---|------------------|----------------|------------------|
| Immobilisations financières | 1 125 483 | | 1 125 481 |
| Avance et acomptes versés sur commandes | 15 | 15 | |
| Clients et comptes rattachés | 17 220 | 17 220 | |
| Factures à établir | 20 827 | 20 827 | |
| Créances sur personnel & org. sociaux | 6 | 6 | |
| Créances fiscales - hors IS - courant | 3 550 | 3 550 | |
| Autres créances - courant | 183 440 | 183 440 | |
| Charges constatées d'avance | | | |
| Total Créances | 1 350 540 | 225 057 | 1 125 481 |

3.5. Titres mis en équivalence

| | Ouverture | Résultat | Augmentation de capital | Autres | Clôture |
|----------------------------------|-----------|--------------|-------------------------|---------------|------------|
| Titres mis en équivalence | | 1 467 | 1 898 | -2 446 | 918 |
| SATT STRASBOURG | | 1 467 | 1 898 | -2 446 | 918 |

Les titres mis en équivalence de SATT STRASBOURG étaient négatifs au 31/12/2022. Ils étaient donc constatés en provisions. Au 31/12/2023, ces titres sont redevenus positifs. Cet effet explique le montant de - 2 446 K€ dans la colonne « Autres » qui est le reclassement des titres « négatifs » du 31/12/2022.

3.6. Stocks et en-cours

| | Clôture | | | Ouverture | | |
|---------------------------------------|------------|-------------|------------|--------------|-------------|------------|
| | Brut | Provision | Net | Brut | Provision | Net |
| Liaison neutral. profits ig s/ stocks | | | | | | |
| Stocks mp, fournitures et aut. appro. | 59 | | 59 | 48 | | 48 |
| Stocks - en-cours de production | | | | | | |
| Stocks -pdts finis et intermédiaires | 355 | -291 | 64 | 323 | -258 | 64 |
| Stocks de marchandises | 583 | | 583 | 642 | | 642 |
| Total | 998 | -291 | 707 | 1 012 | -258 | 754 |

3.7. Valeurs mobilières de placement

| Société détentrice | Valeur Brute | Provision | Net |
|--------------------|---------------|-------------|---------------|
| FONDATION UDS | 12 932 | -343 | 12 589 |
| GIE CERBM | 1 660 | -62 | 1 598 |
| Total | 14 592 | -405 | 14 187 |

3.8. Provision pour risques et charges

| | Ouverture | Dotations de l'exercice | Reprise (prov. utilisée) | Reclassement | Correction d'erreur | Clôture |
|--|---------------|-------------------------|--------------------------|---------------|---------------------|---------------|
| Provisions pour litiges - non courant | 28 | 7 | -28 | | | 7 |
| Provisions pour garanties - non courant | | | | | | |
| Provisions pour risques | 28 | 7 | -28 | | | 7 |
| Autres provisions pour charges - non courant | 19 910 | 1 423 | -1 178 | -7 870 | 4 183 | 16 468 |
| Provisions pour charges | 19 910 | 1 423 | -1 178 | -7 870 | 4 183 | 16 468 |

Le montant de + 4 183 K€ correspond à la correction d'erreur sur les congés payés. Le montant de - 7 870 K€ correspond au reclassement de - 5 424 K€ pour les congés payés ainsi que - 2 446 K€ correspondant au reclassement des titres mis en équivalence négatifs de 2022 reclassés en 2023 à l'actif.

3.9. Emprunts et dettes financières

| | Ouverture | Augmentation | Remboursement | Clôture |
|--|------------------|--------------|---------------|------------------|
| Emprunts auprès établis. de crédit - non courant | 88 355 | | -3 686 | 84 670 |
| Autres emprunts et dettes assimilées - non courant | 1 127 238 | | | 1 127 238 |
| Autres emprunts et dettes assimilées - courant | 39 | 2 | | 41 |
| Dettes financières MLT | 1 215 632 | 2 | -3 686 | 1 211 948 |
| Dont location-financement | | | | |
| Concours bancaires (trésorerie passive) | 84 | | -23 | 61 |
| Intérêts courus non échus - Trésorerie passive | | | | |
| Dettes financières CT | 84 | | -23 | 61 |
| Total emprunts et dettes financières | 1 215 717 | 2 | -3 709 | 1 212 009 |

3.10. Ventilation des dettes par échéance

| | Clôture | Moins de 1 an | De 1 à 5 ans | 5 ans et plus |
|-----------------------------------|------------------|----------------|--------------|------------------|
| Emprunts et dettes financières | 1 211 948 | 41 | | 1 211 908 |
| Avances et acomptes reçus | 153 018 | 153 018 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 22 351 | 22 351 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 14 351 | 14 351 | | |
| Autres dettes | 48 338 | 48 338 | | |
| Produits constatés d'avance | 31 928 | 31 928 | | |
| Total dettes | 1 481 934 | 270 026 | | 1 211 908 |

4. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

4.1. Chiffre d'affaires

| | Clôture | Ouverture |
|--------------------------------------|---------------|---------------|
| Droits Universitaires | 57 881 | 52 196 |
| Prestations de recherche | 2 040 | 2 171 |
| Prestations et travaux informatiques | 256 | 406 |
| Prestations de formation continue | 9 420 | 8 914 |
| Autres prestations | 10 332 | 9 941 |
| Total Chiffre d'affaires | 79 929 | 73 629 |

4.2. Autres produits d'exploitation

| | Clôture | Ouverture |
|--|----------------|----------------|
| Dotation annuelle du ministère | 385 039 | 365 650 |
| Autres financements publics | 84 937 | 69 221 |
| Collecte Taxe App | 814 | 881 |
| Production stockée | 32 | 42 |
| Production immobilisée | | |
| Activation des frais de développement | | |
| Transferts de charges d'exploitation | 15 | 17 |
| Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels | 93 | 346 |
| Produits divers | 22 511 | 17 165 |
| Total Autres produits d'exploitation | 493 441 | 453 324 |

4.3. Achats consommés

| | Clôture | Ouverture |
|--|------------|-----------|
| Achat m.p., fournis. & aut. appro. | -11 | -19 |
| Var. stocks mp, fournis. & autres appro. | 12 | 25 |
| Variation stocks de marchandises | -58 | 86 |
| Achats de marchandises | -3 | -9 |
| Total Achats consommés | -61 | 84 |

4.4. Charges externes

| | Clôture | Ouverture |
|---|----------------|----------------|
| Achats non stockés de matières et fournitures | -40 563 | -21 702 |
| Sous-traitance générale | -253 | -235 |
| Locations et charges locatives | -2 426 | -2 520 |
| Entretiens et réparations | -11 387 | -10 147 |
| Primes d'assurance | -175 | -183 |
| Etudes et recherches | -3 833 | -1 007 |
| Divers | -4 546 | -4 740 |
| Personnel mis à disposition | -2 981 | -2 741 |
| Rémun. d'intermédiaires & honoraires | -1 375 | -1 445 |
| Publicités | -2 474 | -2 826 |
| Transports | -424 | -342 |
| Déplacements, missions | -9 251 | -8 768 |
| Frais postaux | -712 | -874 |
| Services bancaires | -55 | -71 |
| Autres charges externes | -11 109 | -10 077 |
| Redevances de Location-financement | -126 | -143 |
| Total Charges externes | -91 690 | -67 820 |

4.5. Autres charges d'exploitation

| | Clôture | Ouverture |
|--|----------------|----------------|
| Autres charges | -49 393 | -38 559 |
| Total Autres charges d'exploitation | -49 393 | -38 559 |

4.6. Impôts et taxes (hors IS)

| | Clôture | Ouverture |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Impôts et taxes sur rémunérations | -5 846 | -5 624 |
| Autres impôts et taxes | -1 045 | -902 |
| Total Impôts et taxes | -6 891 | -6 526 |

4.7. Charges de personnel

| | Clôture | Ouverture |
|--|-----------------|-----------------|
| Rémunérations du personnel | -255 745 | -242 203 |
| Charges de sécurité soc. et de prévoy. | -156 679 | -150 854 |
| Autres charges de personnel (dont intéressement) | -2 116 | -1 989 |
| Total Charges de personnel | -414 540 | -395 047 |

4.8. Variations nettes des amortissements et des dépréciations

| | Clôture | Ouverture |
|--|----------------|----------------|
| Dot./Amt. & dép. immo. incorporelles | -409 | -372 |
| Dot./Amt. & dép. immo. corporelles | -49 049 | -44 801 |
| Dot. aux prov. d'exploitation | -1 431 | -1 032 |
| Dot./dép. des actifs circulants | -537 | -349 |
| Rep./provisions d'exploitation | 1 205 | 216 |
| Rep./dép. des créances (actif circulant) | 217 | 274 |
| Quote-part de subvention d'investissement et neutralisation des amortissements | 37 946 | 34 756 |
| Total Dotations et reprises amort. & prov. d'exploitation | -12 089 | -11 308 |

4.9. Charges et produits financiers

| | Clôture | Ouverture |
|--|-------------|---------------|
| Charges d'intérêts sur emprunt | -1 128 | -1 161 |
| Perte sur équivalents de trésorerie | -678 | |
| Pertes de change sur autres dettes et créances | -16 | -32 |
| Prod. nets/ cession VMP (hors équiv. de trésorerie) | 185 | |
| Dot./dép des actifs financiers | | |
| Dividendes | | |
| Dividendes - Rubrique d'élimination | | |
| Revenus actifs financ. hors équiv. de trésorerie | 1 | 1 |
| Revenus des équivalents de trésorerie | 168 | 123 |
| Prod. nets/ cession VMP (hors équiv. de trésorerie) | | |
| Gains de change sur autres dettes et créances | 7 | 11 |
| Gains de change sur autres dettes et créances - Non réalisés | | |
| Autres produits financiers | 8 | 11 |
| Dot. aux prov. financières | -224 | -1 003 |
| Rep./ provisions financières | 877 | 22 |
| Rep./dép. des actifs financiers | | |
| Total Résultat financier | -840 | -2 057 |

4.10. Impôts sur les bénéfices

| | Clôture | Ouverture |
|--|---------|-----------|
| Impôts différés | | |
| Impôt exigible | | |
| Crédits d'impôt | | |
| Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale | | |
| Total Impôts sur les bénéfices | | |

4.11. Preuve d'impôt

| | Clôture | Ouverture |
|---|---------------|--------------|
| Résultat consolidé | -670 | 4 163 |
| Résultat des sociétés ME | -1 467 | 1 555 |
| Amort de l'écart d'acquisition | | |
| Résultat net consolidé hors amortissement des écarts d'acquisition | -2 136 | 5 718 |
| Impôts comptabilisés | | |
| Résultat net consolidé avant IS | -2 136 | 5 718 |
| Réintégrations permanentes | | |
| Déductions permanentes | -66 | |
| Non constatation des écarts d'imposition liés aux différences temporaires | | |
| Déficits antérieurs non activés | 128 | 57 |
| Entités non soumises à l'impôt | 2 073 | -5 775 |
| Résultat net consolidé avant IS | | |
| Is au taux normal | | |
| Is au taux réduit | | |
| Contribution exceptionnelle | | |
| Impôt théorique consolidé | | |
| Crédits impôts | | |
| Impact de l'IS à 15 % | | |
| Impact de l'IS à 28 % | | |
| Impôt sur les produits financiers de la Fondation UGA au taux de 24 % | | |
| Impôt consolidé total | | |
| Taux d'IS effectif | | |

4.12. Quotes-parts de résultat des sociétés mise en équivalence

| | Clôture | Ouverture |
|---|--------------|---------------|
| Quote-part de résultat des S.M.E. | 1 467 | -1 555 |
| Total Quotes-parts de résultat SME | 1 467 | -1 555 |

4.13. Résultat Hors Groupe

| | Clôture | Ouverture |
|-----------------------------------|-----------|------------|
| Résultat hors groupe | 14 | 170 |
| Total Résultat hors groupe | 14 | 170 |

5. ENGAGEMENTS HORS-BILAN

5.1. Engagements reçus

| | Clôture | Ouverture |
|--------------------------|--------------|--------------|
| Autres engagements reçus | 2 025 | 1 918 |
| Engagements reçus | 2 025 | 1 918 |

5.2. Engagements donnés

Néant.

6. AUTRES INFORMATIONS ANNEXES

6.1. Effectif moyen

| | Clôture | Ouverture |
|--------------------------|--------------|--------------|
| Université de Strasbourg | 5 845 | 5 800 |
| Fondation | 6 | 7 |
| GIE | 98 | 102 |
| SATT | | |
| Effectif | 5 949 | 5 909 |

Les effectifs à la clôture ont été présentés de la manière suivante :

- Pour le GIE, les effectifs de l'entité de 295 personnes ont été multipliés par la quote-part d'intégration de celui-ci dans consolidation.
- Pour la SATT, les effectifs ont été mis à zéro du fait que la SATT est intégrée en mise en équivalence.